

Dans les Cyclades, le tourisme de masse, qui constitue pourtant une manne financière, inquiète

Marina Rafenberg

En Grèce, à Amorgos, les insulaires craignent que leur île ne prenne le même chemin que Santorin ou Mykonos, submergées par les visiteurs.

Le village balnéaire de Katapola, sur l'île cycladique d'Amorgos, a perdu sa quiétude habituelle ces dernières semaines. Le 1er août, le MSC-Explora I, un bateau de croisière disposant de 461 suites, aux dimensions titanesques (248 mètres de long, et 32 mètres de large), a encombré les eaux tranquilles de la baie de Katapola. Les installations portuaires actuelles ne permettent pas au navire de s'amarrer sur le quai, alors des petits canots transportent les passagers vers le rivage. S'il n'est resté que vingt-quatre heures sur place, il doit revenir le 28 août. Et cela n'enchant pas certains habitants, qui ne « veulent pas qu'Amorgos suive le même chemin que les îles de Santorin et Mykonos, submergées par le tourisme ».

La Grèce a accueilli 32,7 millions de touristes en 2023, soit 18 % de plus qu'en 2022, et le ministère du tourisme grec prévoit un nouveau record pour 2024. Selon l'Institut de l'Association hellénique des entreprises touristiques, la contribution totale du secteur à l'économie du pays en 2023 est estimée à environ 30 % du produit intérieur brut (PIB) et environ 40 % des emplois sont liés directement ou indirectement au tourisme.

A Amorgos, comme dans d'autres îles, la dépendance à cette industrie est encore plus importante. D'après le maire, Eleftherios Karaiskos, « 90 % de la population a des activités liées au tourisme ». Le nombre de touristes a doublé ces six dernières années et en 2023, 100 000 visiteurs – dont 75 % durant l'été – ont séjourné sur l'île, qui compte en temps normal moins de deux mille habitants. Tiraillés entre les effets indésirables du surtourisme et la manne financière que représente le secteur, les insulaires sont divisés.

« Développement excessif »

Theofanis Paschos possède un hôtel de treize chambres à Katapola, et son entreprise fait travailler ses deux enfants. « S'il y avait des touristes toute l'année, plus de familles pourraient rester vivre sur l'île et n'auraient pas à partir à Athènes pour trouver du travail. Nous ne voulons pas devenir Santorin ou Mykonos, mais nous avons encore de la marge ! », estime le sexagénaire.

Mais Eleftheria Psychogou, membre de l'union des hôteliers, ne partage pas cet avis : « A Paros, beaucoup de constructions ont été autorisées ces dernières années, et l'île n'est plus la même, les changements arrivent vite... Nous sommes préoccupés par le développement excessif sur certaines îles des Cyclades. » Entre 2018 et 2023, environ 1 300 permis de construire ont été délivrés sur l'île de Paros, qui compte 14 500 habitants. A Paros désormais, les chantiers de construction sont plus nombreux qu'à Santorin ou à Mykonos.

« Paros est dans l'œil du cyclone. Tous les jours, nous observons de nouvelles constructions, des villas de 1 000 mètres carrés qui n'ont plus rien à voir avec le minimalisme propre à l'architecture cycladique. Avant c'était Santorin, maintenant c'est le tour de Paros. Si des mesures ne sont pas prises, le surtourisme va s'étendre et détruire d'autres îles », avertit Nikos Stefanou, membre de l'association Cyclades durables.

A Amorgos, vingt permis de construction sont délivrés par an et des normes strictes sont établies : une maison ne peut pas faire plus de deux étages et ne peut pas avoir de piscine. Mais Frederikos Krosman, ingénieur civil, constate ces dernières années les conséquences néfastes du développement touristique sur l'île : des coupures d'eau, des problèmes dans la gestion des déchets, des logements mis en location saisonnière l'été – ce qui entraîne une hausse des loyers –, l'invasion de la baie de Katapola par des navires... Alors le projet d'extension du port de la municipalité n'a rien de rassurant pour le trentenaire. Le maire assure que l'aménagement du port est « nécessaire pour des raisons de sécurité et pour pouvoir accueillir plusieurs bateaux de ligne et des hydroglisseurs en même temps », mais que son intention n'est pas « de faire venir des croisiéristes ».

Seize nouvelles routes

Mais les habitants n'y croient pas. En mars 2023, le projet d'agrandissement du port mis en ligne en consultation publique avait recueilli 335 commentaires négatifs et seulement trois positifs. Un an plus tard, d'après l'opposition locale, les plans n'ont pas vraiment changé. Seize nouvelles routes doivent être dessinées sur l'île, rendue célèbre par le film *Le Grand Bleu* de Luc Besson. A l'automne 2023, un collectif d'habitants a même déposé un recours devant la Cour suprême contre ce plan urbanistique d'Amorgos, qui, selon eux, mettrait en danger l'environnement.

« Nous n'avons pas besoin de plus de touristes mais de visiteurs, des habitués, respectueux de l'environnement et de nos traditions », soutient Anna Gavala, conseillère municipale. Pour la quadragénaire, les visiteurs sur les bateaux de croisière « ne savent même pas où ils débarquent, ils enchaînent les arrêts sans intérêt pour les lieux ». « Un jour, un client a demandé à la taverne une bière turque, il ne savait pas qu'il était en Grèce ! », se rappelle-t-elle, amusée. Les retombées économiques pour les locaux sont aussi négligeables. D'après la Banque de Grèce, en 2022, un passager de bateau de croisière dépensait en moyenne 228 euros dans les ports traversés en Grèce alors qu'un autre voyageur dépensait dans le pays en moyenne 632 euros (hors transports).

Même à Santorin, la municipalité prévoit de limiter les arrivées quotidiennes à 8 000 passagers de bateau de croisière à partir de 2025. Le gouvernement conservateur a même émis l'idée de faire payer un ticket d'entrée pour les croisiéristes pour chaque escale sur les îles les plus touristiques.

Pour Jean-François Rial, président du groupe Voyageurs du monde et amoureux d'Amorgos, « l'île n'a pas les moyens d'accueillir du tourisme de masse. Il faut un développement modéré ». D'autres contrées voisines « sont devenues des mini-Santorin, constate le chef d'entreprise. Il ne faut pas que la Grèce tue la poule aux œufs d'or ! »